

Tél : 04 34 08 32 00

RG N°  
DCVC-X-

Portalis

FORMAT

MINUTE

AFFAIRE

**Qualification :**  
réputé contradictoire  
premier ressort

Notifié le 06/08/2023
copie exécutée délivrée le :
à :
APPEL du
Par :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ

Rendue le 17 Août 2023 par la formation de référé

Madame

Représentée par Me Yannick MAMODABASSE (Avocat au  
barreau de MONTPELLIER)

DEMANDEUR

DEFENDEUR

COMPOSITION DE LA FORMATION DE RÉFÉRÉ

Madame [REDACTED], Président Conseiller (E)  
Monsieur [REDACTED], Assesseur Conseiller (S)  
assistés lors des débats par Madame [REDACTED], Greffier

prononcé publiquement par mise à disposition au greffe et signé  
par Madame [REDACTED] greffier :

La formation de RÉFÉRÉ, statuant publiquement, après avoir  
entendu les parties comparantes ou leur représentant, a rendu  
l'ordonnance suivante :

De son côté, le salarié n'a pas à démontrer qu'il n'a pas reçu ses salaires ou ses éléments de salaire. Il ne peut donc pas lui être demandé de produire ses relevés de comptes personnels ;

En l'espèce, [REDACTED] dit ne plus toucher de salaire depuis août 2022.

En défense, la société laisse le conseil à jeun de toute preuve du paiement du salaire pour les périodes requises.

La formation de référé est une formation de l'urgence et de l'incontestable ;

Les demandes de [REDACTED] à ce titre ne souffrent d'aucune contestation. il convient dès lors de faire droit à la demande.

En conséquence, le conseil ordonne à la [REDACTED] de payer par provision à [REDACTED] les sommes suivantes :  
- 11 479,65 € bruts pour rappel de salaire d'août 2022 à mai 2023, sur la base du contrat de travail à 101,50 heures.

#### Sur les dommages et intérêts

Selon les dispositions de l'Article R. 1455-7 du code du travail :  
" dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, la formation de référé peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire "

En l'espèce, [REDACTED] rappelle qu'elle a sollicité à de nombreuses reprises et en vain son employeur, que [REDACTED] secrétaire générale du syndicat de la propreté à elle aussi demander à [REDACTED] de régulariser la situation de [REDACTED] en vain également.

En défense, la société laisse le conseil à jeun de toute explication. La formation de référé est une formation de l'urgence et de l'incontestable.

Le conseil constate qu'aucun élément ne lui a été fourni à l'appui de cette demande. Le préjudice n'étant ni démontré ni quantifié, le conseil ne fera pas droit à cette demande.

**PAR CES MOTIFS,**

La FORMATION DE RÉFÉRÉ, siégeant publiquement, par ordonnance réputée contradictoire et de premier ressort,

DIT qu'il y a lieu à référé

En conséquence,

ORDONNE à [REDACTED] de payer en la personne de [REDACTED] représentant la [REDACTED] la provision à Mme [REDACTED] les sommes suivantes :

- 11479,65 € bruts à titre des salaires non versés
- 850€ nets sur fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

ORDONNE la remise des bulletins de salaire correspondants sous astreinte de 10€ par jour de retard à compter du 30ème jour suivant la notification de la présente ordonnance